

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 18 juillet 2023

Accélération de la reconstruction des bâtiments dégradés au cours des violences urbaines : une nécessité qui doit s'accompagner d'un travail de fond

Les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) ont voté en faveur du projet de loi relatif à l'accélération de la reconstruction des bâtiments dégradés ou démolis au cours des violences urbaines. Si ce texte est nécessaire pour rassurer les élus locaux, les acteurs économiques et nos concitoyens, il est tout aussi urgent de s'attaquer à une destruction plus importante encore : celle de notre cohésion sociale. Ils enjoignent le Gouvernement à entamer instamment un travail de fond pour lutter contre les inégalités qui minent notre pays.

Nombre de nos territoires sont encore meurtris par les nuits de violences de ces dernières semaines, déclenchées à la suite de la mort tragique du jeune Nahel. Des mairies, des écoles, des services publics ou encore des commerces ont été endommagés, voire détruits. Il y a urgence à soutenir les élus locaux dans la reconstruction de ces bâtiments.

Les sénatrices et sénateurs du groupe SER contestent les délais de plusieurs mois prévus par le texte, qui repoussent la mise en application de mesures concrètes à la fin du mois d'octobre. Ces délais contredisent le discours l'urgence, affiché par le président de la République le 4 juillet. La dynamique de reconstruction des centres villes et des quartiers doit s'enclencher au plus vite pour que les habitants retrouvent leur cadre de vie, leurs commerces et services de proximité.

Surtout, tout cela sera vain si l'État ne dégage pas de moyens financiers dédiés à cette reconstruction, laissant une fois de plus les collectivités territoriales livrées à elles-mêmes. Il ne s'agit pas seulement de faciliter les reconstructions, il faut aussi les financer. L'État doit être au rendez-vous. Le groupe SER portera dès la rentrée des propositions pour soutenir nos élus locaux.

Les sénatrices et sénateurs du groupe SER demandent au Gouvernement de prendre des mesures de fond pour lutter contre le déclassement de nos concitoyens qui s'aggrave dans notre pays. Des mesures éducatives, sociales et familiales sont tout aussi urgentes et attendues par nos concitoyens.

Chefs de file :



Christian Redon-Sarrazy
Sénateur de la Haute-Vienne



Marie-Pierre de la Gontrie
Sénatrice de Paris



Claude Raynal
Sénateur de la Haute-Garonne
Président de la commission des finances